

## BUDGET 2016

# Où est le budget pour la paix ?

**Le budget national est présenté par mission, mais il n'y a aucune mission pour la paix. Les budgets des deux missions « défense » et « actions extérieures de l'État » pour 2016 expriment avant tout des logiques de domination ou « d'influence » qu'elles soient économiques, culturelles ou militaires.**

Les analyses concernant le budget 2016 peuvent se résumer par ce que dit le site web d'Europe 1 : « les députés ont approuvé les crédits de la défense pour 2016, en hausse de 3,7 %, en mettant en œuvre une actualisation de la loi de programme militaire pour 2015 à 2019 », avec une citation du Ministre de la défense Jean-Yves Le Drian « depuis 2009, il n'y avait pas un budget de la défense aussi sanctuarisé et sans ressources exceptionnelles ». En effet, les ressources exceptionnelles aléatoires ont été remplacées par des crédits budgétaires sécurisés. L'ensemble des médias souligne que la mission défense est la grande bénéficiaire du budget 2016 avec une augmentation de 600 millions d'euros, et le recrutement de 2300 militaires (au lieu des 7000 suppressions prévues) qui iront essentiellement au renforcement de la force Sentinelle (10 000 militaires dans les villes et quartiers). Enfin l'actualisation de la loi de programmation militaire prévoit d'insuffler 3,8 milliards de crédits supplémentaires de 2015 à 2019.

Le nucléaire militaire a été sanctuarisé puisque tous les grands programmes de modernisation qui sont en fait des programmes de violation du Traité de Non-Prolifération nucléaire continuent. Le gel de tous les programmes de modernisation des armes nucléaires aurait pourtant permis de réaliser des économies en faveur des besoins sociaux - 10 milliards minimum sur 6 ans - et aurait constitué un geste politique significatif au plan international au moment où l'accord avec l'Iran ouvre des perspectives en matière de désarmement nucléaire.

Avec 32 milliards de dépenses militaires dont 3,5 milliards pour les armes nucléaires (hors pensions) et 0,62 milliards pour la jeunesse, le sport et la vie associative, le budget 2016 n'est pas un budget répondant aux besoins humains. Le traitement hyper favorable du budget de la défense contraste avec un

budget de l'État qui prévoit 16 milliards d'économies touchant directement les besoins sociaux et répartis comme suit :

5,1 milliards pour les dépenses de l'État,  
3,5 milliards de subventions aux collectivités locales,  
7,4 milliards pour les dépenses liées à la sécurité sociale et à la santé.

Si les missions culture et enseignement scolaire connaissent une légère augmentation, l'aide publique au développement connaît une diminution de 170 millions d'euros alors qu'à New York le Président de la République avait prévu de passer à 4 milliards

soit presque un doublement ; mais c'est prévu pour 2020 ! Pourtant, lutter contre les inégalités de développement est un des moyens de construire la paix. La France ne consacre que 0,36% de son PNB<sup>1</sup> à l'aide publique au développement, c'est-à-dire la moitié de l'objectif fixé par les Nations Unies. Le budget consacré à la mission écologie et développement durable, diminue de 100 millions d'euros.



l'objectif fixé par les Nations Unies. Le budget consacré à la mission écologie et développement durable, diminue de 100 millions d'euros.

Malheureusement, alors que l'insécurité croissante du monde d'aujourd'hui résulte pour une grande part des politiques de militarisation et des guerres (en particulier celles conduites illégalement au Moyen-Orient, en Irak et en Libye), la France ne tire aucun enseignement de l'échec de ces aventures guerrières qui conduisent à mettre en cause la paix mondiale. Le budget de la défense a été voté par les députés du Parti socialiste et les radicaux de gauche. Il a été rejeté par le groupe Front de Gauche et par les Républicains pour des raisons très différentes, alors que les écologistes et l'UDI se sont abstenus.

*Roland Nivet*

<sup>1</sup>Produit national brut